

Service de prévention des risques et environnement  
industriels  
2 rue Juliette Dodu – CS 41009  
Cedex 9  
97743 Saint-Denis

Saint-Denis, le **24 JUIN 2024**

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDF-PEI SAS**

Tour Winterthur  
102 Terrasse Boiëldieu  
92085 Nanterre

Références : SPREI/PRCT/CC/71-1355/2024-**1156**  
Code AIOT : 0007101355

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement EDF-PEI SAS implanté Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port. L'inspection a été annoncée le 24/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du récolement post-transition énergétique de la centrale thermique d'EDF-PEI Port-Est.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF-PEI SAS
- Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port
- Code AIOT : 0007101355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

EDF-PEI Port-Est exploite, sur le territoire de la commune du Port, une centrale de production d'électricité constituée de 12 groupes moteur-alternateur totalisant une puissance électrique totale maximale de 225,6 MWth (515,8 Mwth). La centrale du Port assure environ 40% de la production d'électricité de l'île.

Cette production était historiquement assurée par la combustion de fioul lourd TBTS (FO2) et de fioul domestique (FOD) jusqu'en septembre 2023. Le site a fait l'objet de travaux échelonnés durant toute l'année 2023 en vue de sa conversion énergétique à un combustible liquide 100% issu de

biomasse (EMAG) : cette conversion est effective sur tous les groupes moteurs depuis octobre 2023.

Le site est désormais encadré par :

- l'arrêté cadre n°2017-523 du 23 mai 2017 reprenant l'ensemble des prescriptions applicables aux installations et intégrant les dispositions liées aux risques accidentels et aux grandes installations de combustion ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE, délivré le 14 novembre 2022, relatif à la transition énergétique de la centrale, pour son fonctionnement avec de la biomasse liquide.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.3.2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Mesure comparative de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Procédures d'assurance qualité des appareils de mesure	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Respect des valeurs limites - rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Respect des valeurs limites - Bruit	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 6.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Plan de gestion du bruit	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Démantèlement des équipements inutilisés	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 1.6.3	Sans objet
2	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.4.1.2	Sans objet
6	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire le bilan des travaux de conversion énergétique de la centrale thermique (substitution du fioul lourd par un combustible biomasse liquide), et de récolter certains points de prescriptions applicables dans le cadre de cette conversion.

Par ailleurs, l'inspection s'est principalement concentrée sur les modalités d'autosurveillance des rejets atmosphériques du site. L'exploitant doit rapidement améliorer ses délais de transmission des données à l'inspection, afin qu'un suivi régulier puisse être mis en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Démantèlement des équipements inutilisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements abandonnés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
<b>Constats :</b> La centrale d'EDF-PEI Port-Est a fait l'objet d'une conversion énergétique en 2023 avec le passage à un combustible liquide 100% issu de biomasse (EMAG) à partir d'octobre 2023. Les dispositions de cette nouvelle modalité d'exploitation sont précisées dans l'arrêté préfectoral n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE du 14 novembre 2022. L'inspection menée visait notamment à procéder aux constats des modifications techniques apportées au site suite à la conversion énergétique. L'inspection a pu constater le démantèlement du réchauffeur du fioul lourd (utilisé auparavant avant d'injecter le combustible dans les moteurs), désormais devenu inutile avec la biomasse liquide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Rapport annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au chapitre 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. [...]
<b>Constats :</b> Le rapport d'activité a bien été reçu par l'inspection le 30/04/2024, et comprend l'ensemble des informations prévues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Transmission des résultats d'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de l'auto surveillance réalisée conformément aux à articles 8.2.3.1 et 8.2.5 du présent arrêté sont transmis, mensuellement, au travers de l'outil de Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquente (GIDAF).  Pour les autres mesures et analyses, sans préjudice des dispositions de l'article R. 512 69 du code de l'environnement, l'exploitant établit et adresse à l'inspection, avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 8.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier la ou les causes et l'ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 8.1, des modifications éventuelles du programme d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. [...]
<b>Constats :</b> Les rapports mensuels d'autosurveillance de septembre 2023, octobre 2023, novembre 2023 et décembre 2023 n'ont été transmis à l'inspection par courrier/courriel que fin avril 2024, et dans le renseignement de Gidaf a également subi un retard de remplissage pouvant aller jusqu'à 3 mois. Cette situation n'est pas conforme aux dispositions susvisées, qui prescrivent une cadence mensuelle. L'exploitant indique qu'une réorganisation interne a été réalisée et que le retard devrait être rattrapé dans les prochains mois (rapports de février et mars 2024 en cours de finalisation et devant être adressé à l'inspection d'ici la fin du mois de mai).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 4 : Mesure comparative de l'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les résultats de la mesure comparative sont transmis de même à l'inspection des installations classées avec un rapport d'interprétation précisant les mesures correctives éventuellement apportées.
<b>Constats :</b> Les conclusions de la mesure comparative réalisée par le bureau d'études Apave ont été fournies dans le rapport annuel ; le rapport Apave n'a cependant pas été fourni.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir le dernier rapport complet de mesure comparative réalisé par le bureau d'études Apave dont seules les conclusions ont été fournies dans le rapport annuel.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Procédures d'assurance qualité des appareils de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version datant au moins de décembre 2002) et NF EN 14181 (version datant au moins d'octobre 2004) et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis leur aptitude au mesurage dans les étendues et les incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants. Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser les premières procédures QAL2 et QAL3 et également un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé au plus tard le 1er janvier 2016. La procédure QAL est renouvelée tous les cinq ans et dans les cas suivants : dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL2 n'est plus valide ou ; après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif d'un procédé) ou ; après une modification majeure concernant l'AMS (par exemple : changement du type de ligne ou du type d'analyseur). Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 10 mai 2024, l'exploitant a fourni à l'inspection la synthèse des résultats des mesures QAL2 réalisées après la conversion à l'EMAG. Il apparaît à la lecture du rapport que les réponses des analyseurs respectent les critères de variabilité sur l'ensemble des paramètres suivis lors la campagne QAL2 à l'exception du paramètre SO2 sur le groupe moteur 8.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection les justificatifs permettant de s'assurer de la fiabilité des mesures de SO2 par ses appareils d'autosurveillance des rejets atmosphériques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



#### N° 6 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure permanente de la concentration en SO <sub>2</sub> est réalisée au droit : - Du centre pénitentiaire ; - Des habitations situées au nord-ouest de LA POSSESSION (point spécifique 9 de l'étude des risques sanitaires). Les résultats de cette surveillance sont analysés semestriellement dans un rapport de contrôle transmis à l'inspection des installations classées, au regard des valeurs limites admissibles dans l'environnement et de la Valeur Toxicologique de Référence (VTR) aiguë du dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> ) de l'"Agency for Toxic Substances and Disease Registry" (ATSDR).
<b>Constats :</b>  Le rapport annuel de surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement a été remis le 11/04/2024 à l'inspection des installations classées. En complément du paramètre SO <sub>2</sub> , l'exploitant suit le paramètre NO <sub>2</sub> à sa propre initiative pour une vision plus complète de l'impact. L'analyse ne montre pas de dépassements des valeurs limites en concentration de SO <sub>2</sub> dans l'environnement proche du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Respect des valeurs limites - rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2.5		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à : Des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; Une teneur en O2 précisée dans les tableaux ci-dessous.		
<b>Tableau des VLE pour un fonctionnement avec le combustible biomasse liquide « EMAG » :</b>		
Paramètres	Cheminées communes n°A et B (définies à l'article 3.2.3)	Chacun des conduits n°1 à 12
Concentration en O2 de référence	15,00 %	15,00 %
Poussières	30 mg/Nm3	30 mg/Nm3
Oxydes de soufre (SOX) exprimés en équivalent SO2 (*)	3 mg/Nm3	3 mg/Nm3
Oxydes d'azote (NOX) en équivalent NO2	225 mg/Nm3	225 mg/Nm3
Monoxyde de carbone (CO)	250 mg/Nm3 175 mg/Nm3 (1)	250 mg/Nm3 175 mg/Nm3 (1)
Hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP)	0,1 mg/Nm3	0,1 mg/Nm3

Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	20 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) dont le benzène	50 mg/Nm <sup>3</sup> 15 mg/Nm <sup>3</sup> (1)	50 mg/Nm <sup>3</sup> 15 mg/Nm <sup>3</sup> (1)
Métaux lourds (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn) (**)	5 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Formaldéhyde	15 mg/Nm <sup>3</sup>	15 mg/Nm <sup>3</sup>
Plomb et ses composés exprimée en Pb (**)	1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>
Arsenic, Sélénium et Tellure exprimée en (As+Se+Te) (**)	1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>
Cadmium, mercure, Thallium et leurs composés exprimée en (Cd+Hg+Tl) (**)	0,05 mg/ Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/ Nm <sup>3</sup> pour la somme	0,05 mg/ Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/ Nm <sup>3</sup> pour la somme

(\*) : concentration mesurée sur une base semi-horaire (pour les autres polluants base horaire)

(\*\*) : valeur limite d'émission moyenne sur une période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum

(1) à compter du 1er janvier 2030

**Tableau des VLE pour un fonctionnement avec un combustible FOD ou GNR :**

Paramètres	Cheminées communes n°A et B (définies à l'article 3.2.3)	Chacun des conduits n°1 à 12	Conduit n°13
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	15,00 %	15,00 %	3,00 %
Poussières	30 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes de soufre (SOX) exprimés en équivalent SO <sub>2</sub> (*)	60 mg/Nm <sup>3</sup>	60 mg/Nm <sup>3</sup>	150 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes d'azote (NOX) en équivalent NO <sub>2</sub>	225 mg/Nm <sup>3</sup>	225 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Monoxyde de carbone (CO)	250 mg/Nm <sup>3</sup> 175 mg/Nm <sup>3</sup> (1)	250 mg/Nm <sup>3</sup> 175 mg/Nm <sup>3</sup> (1)	250 mg/Nm <sup>3</sup>
Hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP)	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	-
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	20 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>	-
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) dont le benzène	50 mg/Nm <sup>3</sup> 15 mg/Nm <sup>3</sup> (1)	50 mg/Nm <sup>3</sup> 15 mg/Nm <sup>3</sup> (1)	50 mg/Nm <sup>3</sup>
Métaux lourds (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn) (**)	5 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>	-
Formaldéhyde	15 mg/Nm <sup>3</sup>	15 mg/Nm <sup>3</sup>	-



Plomb et ses composés exprimée en Pb (**)	1 mg/Nm3	1 mg/Nm3	-
Arsenic, Sélénium et Tellure exprimée en (As+Se+Te) (**)	1 mg/Nm3	1 mg/Nm3	-

Cadmium, mercure, Thallium et leurs composés exprimée en (Cd+Hg+Tl) (**)	0,05 mg/ Nm3 par métal et 0,1 mg/ Nm3 pour la somme	0,05 mg/ Nm3 par métal et 0,1 mg/ Nm3 pour la somme	-
--	---	---	---

(\*) : concentration mesurée sur une base semi-horaire (pour les autres polluants base horaire)

(\*\*) : valeur limite d'émission moyenne sur une période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum

(1) à compter du 1er janvier 2030

La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(g,h,i)pérylène, indénol(1,2,3-c,d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés.

Les VLE fixées ci-dessus ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

#### Constats :

##### Conduits n°1 à 12 :

Les rapports mensuels d'autosurveillance des rejets atmosphériques présentent les résultats des concentrations sur l'ensemble des paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE du 14 novembre 2022, en les comparant à des valeurs limites d'émission (VLE) recalculées en fonction de la concentration en O2 de référence.

En effet, les VLE indiquées dans l'arrêté préfectoral susvisé sont considérées avec une concentration en O2 de référence de 15%.

Or, l'exploitant précise qu'il utilise actuellement un taux de 5 % d'O2 pour les calculs car ses appareils de mesure sont paramétrés sur cette donnée, dans l'attente d'une modification d'ici 1 an du paramétrage du système de mesure qui permettra de basculer sur le taux de 15 % d'O2.

Néanmoins, suite à la demande de l'inspection, l'exploitant indique qu'il va reprendre la présentation des prochains rapports mensuels, afin que la correspondance aux exigences réglementaires soit plus aisée à la lecture des rapports.

##### Conduit n°13 :

Concernant la chaudière auxiliaire, le rapport Apave du 25/10/2023 indique une non-conformité des rejets atmosphériques par rapport à la VLE en oxyde d'azote. Sur ce point, la concentration en O2 de référence a bien été prise à 3 % conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE.

L'exploitant indique que des évolutions ont été constatées entre l'arrêté préfectoral n°2017-523/SG/DRCTCV et l'arrêté préfectoral n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE alors que ce conduit n'a pas connu de modification. Il s'agirait, selon l'exploitant, d'une erreur d'écriture au niveau de l'arrêté préfectoral n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise les points sur lesquels il a détecté une prescription erronée dans son dernier arrêté préfectoral, et transmet les éléments justificatifs afférents.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 8 : Respect des valeurs limites - Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 6.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nuisances sonores

**Prescription contrôlée :**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété dépendent du niveau de bruit résiduel, et doivent être tels qu'ils permettent d'assurer dans tous les cas le respect des valeurs d'émergence admissibles dans les zones à émergence réglementée.

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h (dimanches et jours fériés exclus)	Nocturne allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible Segments « EDF-1 » à « EDF-4 »	70 dB(A)	60 dB(A) <sup>6</sup>

**Constats :**

Dans le cadre de la demande de modifications des conditions d'exploiter (porter à connaissance) relatif au projet de stockage de batteries Lithium-ion, déposée par l'exploitant en octobre 2023 (référence T-40340400-2023-00175, indice A), l'exploitant a fourni une étude d'impact acoustique réalisée par une modélisation. Les résultats de cette étude indiquent des dépassements du niveau sonore admissible en limite de site pour la période nocturne : respectivement 64 dB pour le point EDF-1 et 68 dB pour le point EDF-5, pour une valeur limite fixée à 60 dB.

Cette modélisation projective est basée sur des mesures de niveaux acoustiques lors de la campagne de surveillance des émissions sonores de 2019.

Depuis, l'exploitant indique que différentes actions ont été réalisées pour réduire l'impact sonore (moteurs et filtres remplacés notamment).

La prochaine campagne (quinquennale) de mesures aura lieu la dernière semaine de mai 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le rapport de surveillance des émissions sonores réglementaires de mai 2024 dès réception. Il justifie de la conformité des niveaux acoustiques de son installation aux valeurs limites admissibles prescrites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Plan de gestion du bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre un plan de gestion du bruit en cas de nuisance sonore probable ou confirmée, y compris : (a) Un protocole de surveillance du bruit aux limites de l'installation ; (b) Un programme de réduction du bruit ; (c) Un protocole prévoyant des mesures appropriées et un calendrier pour réagir aux incidents liés au bruit ; (d) Un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que le plan de gestion du bruit et l'ensemble des documents qui le composent ont été intégrés dans le système de management environnemental de l'établissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournit à l'inspection les documents liés au plan de gestion du bruit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours